



Convention relative aux droits de l ' enfant

Comité des droits de l ' enfant

Cinquante-sixième session

17 janvier-4 février 2011

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l ' enfant, concernant l ' implication d ' enfants dans les conflits armés

Liste de points appelant des informations complémentaires et actualisées en vue de l ' examen du rapport initial du Bélarus (CRC/C/OPAC/BLR/1)

L ' État partie est invité à présenter par écrit des informations complémentaires et actualisées, si possible avant le 19 novembre 2010, dans un document n ' excédant pas 30 pages.

Le Comité pourra aborder tous les aspects des droits de l ' enfant énoncés dans le Protocole facultatif lors du dialogue avec l ' État partie.

1. Donner des renseignements complémentaires sur l ' École militaire Souvorov de Minsk, en particulier:

a) Sur les conditions requises pour intégrer et quitter l ' école;

b) Sur le type d ' enseignement dispensé, en indiquant la part de l ' enseignement de type classique et de la formation militaire dans le programme des cours, et en précisant notamment si les élèves sont formés au maniement d ' armes;

c) Des données sur les élèves ventilées par âge, leur statut militaire en cas de mobilisation, de conflit armé ou de toute situation d ' urgence, et leur droit de quitter cette école à tout moment sans embrasser une carrière militaire.

2. Donner des renseignements sur les activités et, le cas échéant, le programme des camps d ' été à vocation militaire et patriotique organisés dans des locaux affectés au Ministère de l ' intérieur, au Ministère de la défense et au Ministère des situations d ' urgence.

3. Préciser si la compétence extraterritoriale peut être établie pour des infractions visées par le Protocole facultatif commises à l ' étranger par ou contre l ' un des ressortissants de l ' État partie.

4. Indiquer si l ' État partie a créé un mécanisme pour faire en sorte que les enfants entrant sur son territoire après avoir été utilisés dans des hostilités soient dûment identifiés et bénéficient d ' une assistance.

5. Indiquer si la législation nationale interdit le commerce et les exportations d ' armes, légères et de petit calibre, ainsi que l ' assistance militaire à des pays dans lesquels des enfants sont impliqués dans un conflit armé.

6. Indiquer si l ' État partie a étudié la possibilité de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.